



Il est grand temps que Paris et Berlin se ressaisissent

[Joachim Bitterlich \(ancien conseiller du Chancelier Helmut Kohl\)](#) dans [L'avenir de la zone euro](#)

il y a 9 jours | [2 réactions](#)

Partager

Print

-

+

[2 réactions](#)

La relation franco-allemande se trouve depuis de longs mois dans une crise profonde. Les derniers épisodes sur la soi-disant attitude égoïste d'un côté, et celle soi-disant non constructive de l'autre en apportent une nouvelle preuve. Pour celui qui, comme moi, suit la politique de Berlin et de Paris, la frustration est profonde. Berlin et Paris sont devenus l'un pour l'autre des « bouc-émissaires » commodes. De part et d'autre, on s'affranchit de la nécessité de réfléchir sur le bien fondé de sa propre politique et de ses conséquences pour le bien commun, l'Europe, sur le meilleur chemin pour consolider cette histoire à succès aujourd'hui en danger et cela depuis l'éclatement de la crise financière et économique, et encore moins sur les moyens de soutenir ou réconforter son voisin et partenaire.

Or, il est grand temps que les deux premiers acteurs de l'Europe se ressaisissent. La situation économique et sociale est alarmante. Nos partenaires en Europe et dans le monde n'auront pas la patience encore longtemps de supporter notre refus de concertation active et n'accepteront pas d'attendre les échéances électorales, souvent mauvaises conseillères comme l'expérience l'a démontré. La situation actuelle de non-gestion pourrait très rapidement mener à une situation hors de contrôle!

Certes, l'Europe a fait des progrès considérables – malheureusement guère expliqués et compréhensibles pour le citoyen comme pour le monde extérieur – depuis le début de la crise. L'Union économique et monétaire est en train de combler ses lacunes de manière progressive. Même si elle demeure imparfaite et incomplète, elle avance à petits pas de peur de se tromper ou de trop demander à l'électorat. Si les dirigeants politiques semblent naviguer à vue, il ne faut pas s'en étonner vu les difficultés du terrain sur lequel ils évoluent et le fait que les domaines traités ont été jusque-là été protégés comme des enjeux de souveraineté nationale.

Aujourd'hui, il nous manque ce « coup de pouce » qui rétablirait durablement la confiance dans la capacité de l'Europe de sortir de la crise, d'établir une croissance adéquate et réduire le chômage. Derrière cela se cachent des questions de fond, des philosophies et convictions bien établies de part et d'autre du Rhin, voire même des théories économiques multiples qui n'ont fait leurs preuves que partiellement. Mais l'essentiel est et reste la confiance réciproque entre les deux partenaires. La politique est avant tout et surtout de la psychologie.

L'Europe n'est pas un monde uniforme. Elle est une diversité de systèmes politiques et économiques et les différences peuvent être profondes. Les recettes françaises ne marchent pas nécessairement en Allemagne et inversement. Acceptons notre complémentarité, reconnaissons tous les avantages du benchmarking des solutions qui marchent. Ayons la volonté d'apprendre l'un de l'autre, de nos atouts comme de nos lacunes.

Prenons acte du fait que l'Allemagne de Angela Merkel a fait des pas énormes à l'encontre des partenaires, en acceptant une solidarité progressive, en particulier en mettant de côté

peu à peu les lignes de l'orthodoxie de la Bundesbank en soutenant sans équivoque la politique de la BCE de Mario Draghi. Dans le même temps aidons l'Allemagne lorsqu'elle éprouve des difficultés juridico-constitutionnelles par l'exemple sur le chemin de l'Union bancaire. Et reconnaissons que plus les trois quart du Bundestag ont soutenu cette démarche – chose rare en Europe.

Prenons acte de la réalité française où François Hollande semble suivre – en rupture profonde avec l'approche traditionnelle de la Ve République – une politique « à l'allemande » ou presque, en recherchant sujet par sujet le consensus des partenaires sociaux concernés. Les premiers résultats ne se traduisent peut-être pas par une ligne idéale, ne constituent peut-être pas la totalité de la réponse, mais ils méritent l'encouragement par le partenaire allemand. La « flexi-sécurité » ne se concrétise peut-être qu'à 50% de son potentiel, mais elle signifie déjà une rupture avec le système qui a prévalu jusqu'à présent. L'implication et la responsabilité nouvelle du Conseil d'administration constitue une petite révolution. L'espoir est que la France continue sur cette voie dans les domaines de la réforme des retraites ou de l'assurance-maladie ou encore de la formation professionnelle.

L'exemple allemand sur la réforme du marché du travail nous apprend que, pour évoluer, nos systèmes ont besoin de temps - trop de temps ? - pour introduire et mettre en œuvre des réformes profondes ! Evitons de montrer du doigt les loupés de notre partenaire – l'Allemagne n'a pas non plus suivi toujours les bonnes directions dès le départ.

Réfléchissons aux domaines où peuvent être réalisées des avancées, des « ponts » à l'échelle bilatérale et surtout européenne. A certains égards il faut admettre d'expérimenter avant de prendre une décision définitive vu l'enjeu énorme pour la préservation de notre compétitivité dans un monde globalisé et de nos systèmes de protection sociale. Et gardons-nous de trop demander à notre partenaire, de se laisser aller à la surenchère !

Une partie de la solution potentielle se trouve, me semble-t-il, dans un papier commun élaboré ces derniers mois par le patronat allemand et français sur demande des deux gouvernements. Il mériterait de servir d'une sorte de « leitmotiv » commun, y compris à Bruxelles avec ses ambitions sur les sources potentielles de croissance, en particulier la politique énergétique qui paraît faire fausse route dans les deux pays. L'on se demande également pourquoi la France et l'Allemagne n'ont pas activé davantage leurs institutions bancaires, la Caisse des Dépôts et la Kreditanstalt für Wiederaufbau, pour concrétiser l'engagement commun. Pourquoi ne lanceraient pas une obligation « commune » sur les marchés comme premier signal d'une démarche conjointe ?

On peut imaginer d'autres initiatives allant jusqu'au lancement d'un grand emprunt par la Commission européenne qui pourrait s'inscrire comme suite naturelle de la politique de cohésion lancée déjà à la fin des années 80 sans avoir été développé par la suite. Certes, jusqu'à présent nous avons toujours refusé une telle démarche à la Commission, mais une crise exceptionnelle exige de penser l'impossible ! Angela Merkel a été pendant quelques mois sur une ambition politiquement comparable avec son idée de budget spécial de l'Union pour lutter contre le chômage des jeunes.

Et ne négligeons pas non plus tout le potentiel d'initiatives locales et régionales, en particulier dans les régions frontalières qui ont été des pièces charnières de la réconciliation dans le passé. Les initiatives pourraient porter en particulier sur des projets d'infrastructures et surtout le marché du travail et celui de la recherche sur lequel j'aimerais revenir dans un prochain article.

La crise est trop grave pour se replier dans son « coin » et bouder son partenaire. Des réponses nationales ne peuvent que se révéler insuffisantes à l'ère de la globalisation. Il relève de notre responsabilité commune franco-allemande d'assurer l'avenir de l'Europe qui est aujourd'hui en jeu.